

CERTIFICATION

Additif applicable à l'ensemble des référentiels gérés par le CSTB (NF, QB, Evaluation par la Conception et CE)

Addendum applicable to all reference systems managed by CSTB (NF, QB, Design Appraisal and CE)



- N° d'identification / Identification no.: ADD NF-QB- EC-CE
- N° de révision / Revision no.: 00
- Additif n° / Addendum no. ADD NF-QB-EC-CE, approuvé par la Direction Technique du CSTB et par AFNOR Certification le/ approved by CSTB Technical Management on: 10/03/2020
- Date de mise en application / Effective date: 10/03/2020

MODIFICATIONS APPORTEES PAR L'ADDITIF / MODIFICATIONS MADE BY THE ADDENDUM:

Partie modifiée / Modified part	Nature de la modification effectuée / Type of modification made
<p>§.6.1. : Ajuste et complète les dispositions dans le nota 2 des Exigences Générales QB / §6.1. <i>Modifies and supplements the provisions in note 2 of the QB General Requirements</i></p>	<p>Précision des dispositions de traitement d'une demande d'admission et de traitement des audits de suivi pendant une épidémie / pandémie (mesures dérogatoires) ; Précisions, ajustements d'une demande d'admission et de traitement des audits de suivi dans les pays à vigilance particulière / <i>Statement of provisions for processing of admission applications and processing of follow-up audits during an epidemic/pandemic (exceptional measures); Additions, modifications to admission applications and processing of follow-up audits in countries subject to special vigilance.</i></p>
<p>§ 1.3. Ajuste et complète les dispositions dans le nota 1 de chaque référentiel « NF » / § 1.3. <i>Modifies and supplements the provisions in note 1 of each "NF" reference system</i></p>	
<p>Ajout de dispositions dans le § 1.3. de chaque référentiel « Evaluation par la conception » / <i>Adds provisions in § 1.3 of each "Design Appraisal" reference system</i></p>	
<p>Ajout de dispositions dans le § 3 de chacune des exigences Particulières Marquage CE / <i>Adds provisions in § 3 of each of the Specific Requirements for CE Marking</i></p>	

VERSION FRANCAISE :

Le CSTB a établi des dispositions spécifiques temporaires et exceptionnelles pour les cas où les audits ne pourraient pas être réalisés « in situ » :

Dispositions dérogatoires applicables pendant toute la durée d'une épidémie/pandémie et en cas de mesures de restriction des déplacements	Dispositions dérogatoires dans un pays à vigilance particulière (2) (3)
CAS DES AUDIT DE SUIVI	
<p>Zones d'exposition à risque (1)</p> <p>Zones pour lesquelles le CSTB n'est pas autorisé à se rendre pour éviter toute propagation de l'infection (conformément à une directive ou à une consigne d'un Etat, consignes internes à votre entreprise ...)</p>	<p>Zones rouges, oranges ou zones jaunes pour lesquelles les Auditeurs ont exercé un droit de retrait</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'essais, le cas échéant, sur un (des) produit(s) certifié(s) prélevé(s) : <ul style="list-style-type: none"> ➢ sur le marché par le CSTB (dans la mesure du possible), ou ➢ par le titulaire sur la base de consignes définies par le CSTB (exemple : date de fabrication, N° de lot,...) qui adressera le(s) produit(s) au laboratoire de la marque. <p>Ce prélèvement pourra être effectué en amont de la date prévue pour l'audit à distance. La date de production du produit prélevé doit être postérieure au dernier audit et/ou prélèvement réalisé.</p> <p>Dans le cas des essais supervisés sur site prévus au référentiel, des moyens devront être proposés par le titulaire pour permettre leur supervision à distance par l'auditeur.</p> <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un audit « à distance » (téléphone, skype,...) portant sur l'analyse des éléments demandés par le gestionnaire de certification préalablement à l'audit. 	
CAS DES AUDITS D'ADMISSION, D'ADMISSION COMPLEMENTAIRE, D'EXTENSION	
<p>Zones d'exposition à risque (1)</p> <p>Zones pour lesquelles le CSTB n'est pas autorisé à se rendre pour éviter toute propagation de l'infection (conformément à une directive ou à une consigne d'un Etat, consignes internes à votre entreprise ...)</p>	<p>Zones rouge et orange</p>
<ul style="list-style-type: none"> • les mesures dérogatoires applicables aux audits de suivi sont applicables, <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'audit devra impérativement être réalisé sur site dans l'année suivant la demande d'admission. 	<p>Pas de mesures dérogatoires (4)</p>

Les évaluations en mode dérogatoire seront facturées conformément aux tarifs définis dans le barème en vigueur (audits, essais, prélèvement sur le marché, ...). Au-delà de trois évaluations successivement conduites en mode dérogatoire, le retrait de la certification sera prononcé de plein droit par le CSTB.

(1) *La liste des zones d'expositions à risque est rendue publique et actualisée par les services de l'Etat Français.*

Pour le cas de l'épidémie de CORONAVIRUS, la liste des zones d'exposition à risque est actualisée en permanence par l'Agence Nationale Française de Santé Publique :

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/infection-au-nouveau-coronavirus-sars-cov-2-covid-19-france-et-monde>

(2) *Observant de nombreuses tensions dans le monde, le Ministère Français des Affaires Etrangères définit et actualise en permanence des zones de vigilance pour chaque pays dans les conditions ci-dessous :*

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

- les zones vertes à vigilance normale ;*
- les zones jaunes à vigilance renforcée ;*
- les zones orange déconseillées sauf raison impérative ;*
- les zones rouges formellement déconseillées.*

(3) *Pour les demandes de certification formulées par des entités dont les sites à évaluer dans le cadre de la certification, en phase d'admission ou de suivi, sont situés sur le territoire d'un pays classé en zone jaune, le déplacement des Auditeurs est autorisé sous réserve que l'entité auditée organise localement et à ses frais exclusifs le transport et l'hébergement des Auditeurs de façon à ce que leur sécurité soit garantie.*

Dans les 10 jours ouvrés précédant tout déplacement, le demandeur/titulaire doit communiquer au CSTB les conditions de transport et d'hébergement des Auditeurs visant à garantir leur sécurité. Le CSTB peut formuler des observations et justifier de demandes complémentaires ; il se réserve le droit d'annuler un déplacement si les conditions proposées ne présentent pas de garantie de sécurité suffisante.

(4) *Conformément aux préconisations de l'Etat Français, afin d'assurer la sécurité des collaborateurs du CSTB et de ses sous-traitants (ci-après désignés « les Auditeurs »), les demandes d'admission de certification formulées par des entités dont les sites à évaluer dans le cadre de la certification sont situés sur le territoire d'un pays classé en zone orange ou rouge ne pourront pas être prises en compte par le CSTB.*

ENGLISH VERSION:

CSTB has established specific temporary and exceptional provisions for cases in which audits cannot be conducted “in situ”:

Exceptional measures applicable for the full duration of an epidemic/pandemic and in case of travel restrictions	Exceptional measures in a country subject to special vigilance (2) (3)
FOLLOW-UP AUDITS	
<p>Risk exposure areas (1)</p> <p>Zones to which CSTB is not authorised to travel to avoid spreading the infection (in accordance with a directive or instruction from a government, internal instructions at your company, etc.)</p>	<p>Red- or orange-alert areas or yellow-alert areas for which the Auditors have exercised their right to withdraw</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Performance of tests, if applicable, on one or more certified products sampled: <ul style="list-style-type: none"> ➢ from retail sites by CSTB (to the extent possible), or ➢ by the holder based on instructions specified by CSTB (e.g. date of manufacture, batch number, etc.) which will send the product(s) to the quality marking laboratory. <p>This sampling can be performed prior to the date planned for the remote audit. The date of production of the sampled product shall be subsequent to the last audit and/or sampling carried out.</p> <p>For supervised on-site tests provided for in the reference systems, measures must be proposed by the holder to allow them to be supervised remotely by the auditor.</p> <p>and</p> <ul style="list-style-type: none"> • Performance of a “remote” audit (telephone, Skype, etc.) focused on the analysis of elements requested by the certification administrator prior to the audit. 	
ADMISSION, COMPLEMENTARY ADMISSION AND EXTENSION AUDITS	
<p>Risk exposure areas (1)</p> <p>Zones to which CSTB is not authorised to travel to avoid spreading the infection (in accordance with a directive or instruction from a government, internal instructions at your company, etc.)</p>	<p>Red- and orange-alert areas</p>
<ul style="list-style-type: none"> • The exceptional measures applicable to follow-up audits shall apply, <p>and</p> <ul style="list-style-type: none"> • An audit must be conducted on-site in the year following the admission application. 	<p>No exceptional measures (4)</p>

Exceptional evaluations shall be invoiced in accordance with the fees specified in the rate scale currently in effect (audits, tests, sampling from retail sites, etc.)

After three successive exceptional evaluations, withdrawal of the certification shall be announced ipso jure by CSTB.

(1) *The list of risk exposure areas is made available to the public and updated by the French State services.*

As far as the CORONAVIRUS epidemic is concerned, the list of risk exposure areas is continuously updated by the Agence Nationale Française de Santé Publique (French National Public Health Agency):

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/infection-au-nouveau-coronavirus-sars-cov-2-covid-19-france-et-monde>

(2) *After observing a number of tensions throughout the world, the French Ministry of Foreign Affairs defines and continuously updates alert areas for each country under the following conditions:*

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

- *Green areas for normal vigilance;*
- *Yellow areas for reinforced vigilance;*
- *Orange areas inadvisable unless for imperative reasons;*
- *Red areas highly inadvisable.*

(3) *For certification applications made by entities whose sites to be assessed as part of the certification process, during the admission or follow-up stages, are located in the territory of a country classified in a yellow-alert area, Auditors are allowed to travel provided that the audited entity makes arrangements locally and entirely at their own expense for the transport and accommodation of Auditors so that their safety may be ensured.*

Within the 10 days prior to any travel, the applicant/holder shall provide CSTB with the travel and accommodation conditions designed to ensure the Auditors' safety. CSTB may make observations and justify additional requests; it reserves the right to cancel any business trip if the conditions submitted do not provide sufficient guarantees for safety.

(4) *In accordance with the recommendations of the French Government, with a view to ensuring the safety of CSTB personnel and its subcontractors (hereinafter referred to as "the Auditors"), any admission applications for certification made by entities whose sites to be assessed as part of the certification process are located in the territory of a country classified in orange- or red-alert areas shall not be taken into consideration by CSTB.*